



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 SEP. 2023**

mettant en demeure la société Logistique Jung de respecter des prescriptions  
pour l'exploitation de son entrepôt de Mommenheim

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 26 juin 2023 des installations de la société Logistique Jung, 12 rue de Rome à Mommenheim ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté, lors de la visite du 26 juin 2023 des installations de la société Logistique Jung, 12 rue de Rome à Mommenheim, qu'au mépris des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexes II et VIII) susvisé qui l'imposent : l'exploitant ne dispose pas d'une étude des effets thermiques pour l'ensemble des cellules qui composent l'entrepôt ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté, lors de la visite du 26 juin 2023 des installations de la société Logistique Jung, 12 rue de Rome à Mommenheim, qu'au mépris des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 1.4), l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté, lors de la visite du 26 juin 2023 des installations de la société Logistique Jung, 12 rue de Rome à Mommenheim, qu'au mépris des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 13) l'exploitant n'organise pas d'exercice de défense contre l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

La société Logistique Jung, dont le siège social est situé 4 rue de Waldkirch à Sélestat, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées à Mommenheim au 12 rue de Rome, de respecter, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la prescription des points cités de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 reprises ci-après en gras :

- *Annexe VIII 1. Etude des effets thermiques - L'exploitant élabore avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation (...) pour les installations à déclaration **une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>**. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, **pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG** compte tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. DRA-09-90 977-14553A) (...) **Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées (...)***
- *Annexe II point 1.4 L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : (...) **un état sous format synthétique** permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.*
- *Annexe II point 13 : l'exploitant **organise un exercice de défense contre l'incendie**. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe ;*

### Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

## Article 5 : exécution

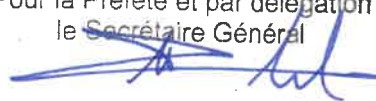
- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Logistique Jung, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Mommenheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**